



Liberté • Egalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE

Direction régionale
de l'environnement,
de l'aménagement
et du logement
Hauts-de-France

Service
Information, Développement
Durable et Évaluation
Environnementale

Décision d'examen au cas par cas n° 2018-2440
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016, nommant M. Michel Lalande, Préfet de la région Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 avril 2017 donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à Monsieur Vincent Motyka, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France;

Vu l'arrêté ministériel en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° 2018-2440, déposé par Jérôme Manesse le 5 avril 2018, relatif au retournement de prairie permanente à Ribeaupville, dans l'Aisne ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé Hauts-de-France en date du 2 mai 2018 ;

Considérant que le projet prévoit principalement le retournement de 6,25 hectares de prairie permanente sur le territoire de la commune de Ribeaupville (02), pour mise en culture ;

Considérant que le projet relève de la rubrique 46 de l'article 122-2 relative aux projets d'affectation de plus de 4 hectares de terres incultes ou d'étendues semi-naturelles à l'exploitation agricole intensive ;

Considérant que le retournement de 6,23 hectares de prairies est susceptible d'avoir des incidences sur la biodiversité et sur la ressource en eau ;

Considérant que la commune de Ribeaupville fait partie du territoire du schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) de la Sambre, qui prévoit à l'article 2 de son règlement, que le retournement de prairie doit s'accompagner de compensation par la mise en prairie d'une surface équivalente, et qu'il convient d'étudier et de proposer des mesures de compensation ;

Considérant qu'il est nécessaire de préciser la qualité du milieu naturel, constitué par la prairie permanente, et le devenir des haies bocagères présentes en limite de parcelle, pour mesurer les enjeux en termes de biodiversité (qualité du milieu, fonctionnalité écosystémique, devenir des haies bocagères ou alignements d'arbres) et proposer le cas échéant des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation ;

Considérant, dès lors, que le projet est de nature à créer des incidences négatives notables sur l'environnement et la santé ;

DÉCIDE

Article 1^{er} :

Le projet de retournement de 6,25^{ha} de prairie permanente à Ribeaupville, dans l'Aisne, déposé par Jérôme Manesse, est soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

La secrétaire générale pour les affaires régionales et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site Internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille,

07 MAI 2018

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur régional de l'environnement,
de l'aménagement et du logement,
Le Directeur régional adjoint


Julien LABIT

Voies et délais de recours

1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Préfecture de la région Hauts-de-France

12 rue Jean-Sans-Peur – 59800 LILLE

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

DREAL Hauts-de-France

44 rue de Tournai - CS 40259 - 59019 LILLE CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Ministère de la Transition Écologique et Solidaire

Tour Pascal et Tour Sequoia A et B - 92055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

